



# Dynamique des territoires et création d'entreprises : une analyse des départements français en 2008.

Nadine Levratto, Denis Carré, Messaoud Zouikri

## ► To cite this version:

Nadine Levratto, Denis Carré, Messaoud Zouikri. Dynamique des territoires et création d'entreprises : une analyse des départements français en 2008.. 2013. halshs-00840365

**HAL Id: halshs-00840365**

**<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00840365>**

Submitted on 2 Jul 2013

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



<http://economix.fr>

# Document de Travail

## Working Paper

### 2013-18

Dynamique des territoires et création d'entreprises :  
une analyse des départements français en 2008  
Local dynamics and firms creation: an analysis of French  
departments in 2008

Nadine Levratto  
Denis Carré  
Messaoud Zouikri



UMR 7235

Université de Paris Ouest Nanterre La Défense  
(bâtiment G)  
200, Avenue de la République  
92001 NANTERRE CEDEX

Tél et Fax : 33.(0)1.40.97.59.07  
Email : [nasam.zaroualete@u-paris10.fr](mailto:nasam.zaroualete@u-paris10.fr)



# Dynamique des territoires et création d'entreprises : une analyse des départements français en 2008

## Local dynamics and firms creation: an analysis of French departments in 2008

**Nadine LEVRATTO<sup>1</sup>**

EconomiX, CNRS, université de Paris Ouest Nanterre, La Défense  
Centre d'Etudes de l'Emploi  
Euromed Management  
nadine.levratto@u-paris10.fr

**Denis CARRE**

EconomiX, CNRS, université de Paris Ouest Nanterre, La Défense  
denis.carre@u-paris10.fr

**Messaoud ZOUIKRI**

EconomiX, CNRS, université de Paris Ouest Nanterre, La Défense  
messaoud.zouikri@u-paris10.fr

**Mots clef :** création d'entreprises, départements, effet géographique, facteurs invisibles

**Keywords:** firm creation, French departments, invisible factors, shift-share

**Classification JEL :** L26, M13, R12

---

<sup>1</sup> Auteur correspondant.

# Dynamique des territoires et création d'entreprises : une analyse des départements français en 2008

## Résumé

Ce texte cherche à déterminer si et dans quelle mesure le territoire fait partie des facteurs explicatifs de la création d'entreprises. Cette possibilité est étayée par le fait que le territoire est tout d'abord support d'infrastructures, de ressources et d'organisations. Il est également le lieu de concentration d'éléments plus invisibles et d'un milieu entrepreneurial qui orientent aussi les dynamiques de création. La nouveauté de la démarche proposée réside dans la comparaison entre le pouvoir explicatif de ces différents éléments pris isolément et l'effet géographique calculé à partir de la méthode structurelle-résiduelle. La démarche est appliquée à l'étude du taux de création d'entreprises des départements français en 2008. Elle montre qu'à côté des facteurs habituels liés aux caractéristiques de la population et des structures, la dynamique intrinsèque du territoire est un facteur explicatif de la performance entrepreneuriale et que son influence varie selon l'activité des entreprises nouvellement créées.

# Local dynamics and firms creation: an analysis of French departments in 2008

## Summary

This paper seeks to determine if and to what extent the territory can be considered as an explanatory factor of the firms' creation. This possibility is backed up by the fact that the territory is first of all support of infrastructures, resources and organizations. It is also the place where more invisible elements and an entrepreneurial atmosphere take place and also influence new business dynamics. The novelty of the approach lies in the comparison between the explanatory power of these various elements taken separately and the geographical effect resulting from the use of the shift-share analysis. The approach is applied to the creation of new companies in the French departments. It shows that beside the usual factors related to the characteristics of the population and the structures, the intrinsic dynamics of the territory is an explanatory factor of the entrepreneurial performance and that its influence varies according to the activity of the entering companies.

## Introduction

La littérature académique et les décideurs publics, qui en ont repris les principales conclusions, considèrent l'entrepreneuriat comme une condition clef du développement économique. Il importe donc de le stimuler (OCDE, 1998). Or, malgré des décennies de recherche sur le sujet, la compréhension des facteurs guidant le processus de passage à l'acte en matière de création d'entreprise demeure limitée (MARKMAN *et al.*, 2002).

Depuis BIRD (1988), les auteurs<sup>2</sup> s'accordent à considérer que les intentions entrepreneuriales sont la conséquence d'une combinaison de caractéristiques individuelles (personnalité, motivations, compétences et expérience) et de facteurs contextuels (état des marchés, environnement socio-économique). Une première synthèse de la question, réalisée par AUDRETSCH et FRITSCH (1994) dans leur étude relative aux déterminants locaux de la création d'entreprises en Allemagne, a inauguré une série de travaux empiriques visant à expliquer les différences de taux de création d'entreprises entre pays ou régions d'Europe. Ils montrent en général que la propension à la création d'entreprises d'un territoire dépend de caractéristiques individuelles et contextuelles entrant parfois en résonance (KIBLER, 2012). Ces travaux concluent aussi au rôle positif des effets externes d'agglomération et d'urbanisation. Ces derniers peuvent prendre plusieurs formes : existence d'un marché de l'emploi spécialisé constituant un gisement de main d'œuvre efficace, fonctionnement de réseaux locaux de créateurs permettant de réduire l'incertitude et le risque des créateurs potentiels et présence de sources externes d'information génératrices propices au renforcement des savoirs des créateurs et de *knowledge spillovers* (ACS *et al.*, 2009). Plus largement présents dans des espaces économiques caractérisés par une haute densité de population et une forte croissance démographique, ces effets d'agglomération permettent d'expliquer les taux de création d'entreprises plus élevés en milieu urbain à forte densité de population.

La prise en compte de caractéristiques tangibles (infrastructures) ou mesurables (dotations en ressources technologiques, densité des populations) des territoires comme facteurs explicatifs des écarts de taux de création n'épuise cependant pas le sujet des écarts territoriaux en matière de création d'entreprises. En effet, l'échelon local abrite également des éléments plus invisibles (DOERINGER *et al.*, 1987) tels que l'identité, la culture, les comportements, etc. susceptibles d'influencer l'atmosphère ou l'ambiance économique et, par

---

<sup>2</sup> Voir DEJARDIN (2011) pour une revue de la littérature sur le sujet.

conséquent, l'intensité entrepreneuriale. Leur rôle reste encore mal connu. L'objectif de ce texte est donc d'approfondir la question des écarts de taux de création en faisant entrer ces éléments invisibles parmi les facteurs explicatifs possibles.

Pour ce faire, à côté des marqueurs locaux traditionnels nous introduisons une variable spécifique, l'effet géographique, tirée de l'analyse structurelle-résiduelle, pour expliquer les écarts du taux de création d'entreprises d'un territoire à l'autre. Différentes interprétations de cet effet géographique sont proposées par la littérature. La notion de capital social (BEUGELSDIJK, VAN SCHAİK, 2005) ou relationnel (CAPELLO, FAGGIAN, 2005), qui traduit la capacité de coopération entre acteurs locaux, en constitue une lecture possible. Notre interprétation de l'effet géographique va dans le sens d'une conception englobante : il capte alors l'ensemble des singularités géographiques associées à un territoire.

Ce cadre d'analyse est empiriquement validé par l'étude des taux de création d'entreprises dans les départements français au cours de l'année 2008. Nous prenons le département comme espace de référence car cet échelon permet de mobiliser à la fois des données individuelles et spatiales. Il constitue ainsi un bon compromis entre l'échelon régional qui offre la plus grande variété de données disponibles, notamment toutes celles qui concernent le Produit intérieur brut, et la zone d'emploi qui est plus cohérente économiquement mais qui reste sensiblement moins bien documentée en matière de données locales. L'année 2008 est prise comme année de référence pour deux raisons principales. D'abord, les taux de créations observés n'ont pas encore été affectés par la crise économique globale qui a touché l'ensemble de l'économie française. Ensuite, 2008 est la dernière année pour laquelle nous pouvons disposer de données relatives aux créations non perturbées par le régime de l'auto-entrepreneur créé par la loi de modernisation de l'économie d'août 2008. Ce texte se distingue de ceux qui l'ont précédé par l'intérêt qu'il porte non seulement à la création d'entreprises en général, mais aussi à la part d'entreprises industrielles nouvellement créées. La reconnaissance des effets d'entraînement exercés par les entreprises industrielles sur le reste du tissu productif justifie cette double référence.

Nous montrons que l'atmosphère et les facteurs invisibles spécifiques caractérisés par la composante géographique de l'analyse structurelle résiduelle contribuent à expliquer la création de nouvelles entreprises dans les départements de France Métropolitaine. Nos résultats indiquent également que la création d'activités industrielles obéit à une logique propre et que ses déterminants diffèrent de ceux qui interviennent dans la création d'entreprises en général.

Le reste du texte est structuré de la façon suivante. La section 2 rappelle le lien entre territoire et création d'entreprises dont est déduit un modèle empirique de création d'entreprises. La section 3 décrit la situation des départements français du point de vue de la création d'entreprises au cours de l'année 2008 et explicite les variables explicatives utilisées dans les estimations. La section 4 présente et commente les résultats des estimations effectuées. La section 5 conclut.

- 2 -

## **Les conditions locales de la création d'entreprise**

### **2.1. Rappel de la littérature**

Les recherches antérieures sur les déterminants locaux de la création d'entreprises permettent d'identifier différents paramètres qui exercent une influence sur les taux de création aux niveaux national et régional. Au niveau macroéconomique apparaissent en premier lieu la conjoncture, la restructuration des grandes entreprises, les revenus des ménages, la consommation, la politique économique et les changements technologiques (KEEBLE *et al.*, 1993). Au niveau régional, les facteurs de disparité sont de nature méso-économique comme le montrent REYNOLDS et STOREY (1993). REYNOLDS *et al.* (1994) mettent ainsi en évidence le rôle de la demande mesurée par la croissance démographique, la place des petites entreprises dans le tissu économique local et le degré d'urbanisation.

Le travail le plus approfondi est dû à KEEBLE et WALKER (1994) qui, dans leur étude sur les *counties* anglais, mettent en évidence leur grande variété. Parmi les 31 variables repérées, un système bancaire développé garant d'une bonne disponibilité du crédit, un marché de l'emploi spécialisé drainant une main d'œuvre qualifiée et des agglomérations propices à une demande plus dynamique sont autant de facteurs favorables à la création de nouvelles entreprises. Si l'impact de la taille des entreprises déjà présentes sur le marché local intervient également, son rôle se révèle toutefois différent selon les secteurs : les créations dans l'industrie des biens de consommation augmentent avec le nombre de petites entreprises (effet *seedbed*), alors que les créations d'entreprises dans le secteur des services sont positivement liées à la présence de grandes entreprises.

Dans le cas de la France, GUESNIER (1994) montre que les disparités spatiales du taux de création d'entreprises s'expliquent principalement par la croissance démographique suivie par la densité de la population, la part des diplômés de deuxième cycle dans la population résidentielle, la proportion d'habitants âgés de 20 à 40 ans et la part des cadres moyens dans la population active. Une étude de l'INSEE (2000) portant sur les variations du taux de

création au cours de la période 1993-1999, souligne l'importance des externalités positives d'agglomérations, l'importance des actifs parmi la population résidentielle, le degré de diversification et la croissance démographique. Cette étude met également en évidence des effets de renforcement puisque les créations renforcent les disparités existantes en termes de nombre d'entreprises entre les départements. C'est à une conclusion identique qu'aboutissent les tests économétriques sur les régions françaises de BINET et *al.* (2010), indiquant que la création s'explique en premier lieu par elle-même ajoutant toutefois que les facteurs institutionnels et culturels devraient être mieux pris en considération.

## **2.2. Un modèle empirique du taux de création d'entreprises**

Reprenant la typologie proposée par BENKO et LIPIETZ (1992) pour distinguer les caractéristiques des régions selon qu'elles gagnent ou perdent, nous regroupons les différents éléments explicatifs des différences de propension d'un territoire à créer des entreprises autour de trois thématiques.

La première renvoie aux facteurs de base infrastructurels, aux dotations et, plus généralement, aux facteurs de localisation traditionnels de l'économie spatiale tels que les marchés des produits et services, les ressources infrastructurelles ou technologiques, etc. C'est aussi dans ce registre que l'on situe l'intensité des demandeurs d'emplois, susceptible de peser sur les décisions de création d'entreprises. On qualifie ces différentes caractéristiques de variables macroéconomiques départementales.

La seconde concerne l'impact des mécanismes d'agglomération sur le comportement des créateurs. Thème central de réflexion des approches spatiales de l'économie - de l'économie urbaine à l'économie régionale ou bien encore de l'économie géographique - le concept d'économie d'agglomération et ses déclinaisons (économie de localisation, économie d'urbanisation, etc.) justifient les différences de performances observées entre les territoires. Le principe qui prévaut est que la concentration d'acteurs économiques induit des surperformances (KRUGMAN, 1991 ; COMBES et *al.*, 2009 ; MARTIN et *al.*, 2010) en raison des externalités positives qu'elle engendre. Facteurs d'attractivité pour les nouvelles entreprises, les différents éléments constitutifs de ces économies (ressources humaines, technologiques, etc.) sont également susceptibles de jouer en faveur de la création d'entreprise (JOFFRE-MONSENY et *al.*, 2011)

A côté des dotations structurelles et infrastructurelles, le processus de création s'inscrit dans une logique d'insertion au sein d'un ensemble de relations marchandes et non



marchandes<sup>3</sup> qui constituent la troisième thématique de notre grille d'analyse des facteurs locaux explicatifs de la création d'entreprise. Certains territoires semblent en effet bénéficier d'une ambiance économique susceptible de constituer un creuset favorable au développement de ce type de liens. C'est pourquoi nous enrichissons les facteurs précédents qui correspondent approximativement aux analyses de l'économie spatiale et de la Nouvelle économie géographique, par une approche globale. Impossible à associer à un facteur particulier, elle permet d'approximer le degré de coordination des acteurs économiques, cristallisant ce que certains qualifient de facteurs invisibles (DOERINGER et *al.*, 1987), de capital social (CAILLOIS, 2006 ; BEUGELSDIJK, VAN SCHAİK, 2005), ou encore de capacité d'adaptation et de renouvellement des tissus productifs (SERI, 2003). Dans ce sens, le cas des Milieux Innovateurs (par exemple CAMAGNI, MAILLAT, 2006) ou encore des Districts industriels italiens (BECATTINI, 2004) illustrent, chacun avec leurs particularités, des modalités d'interaction autour des processus productifs ou des trajectoires d'innovation.

Ces trois familles de variables sont réunies dans une équation de détermination du taux de création d'entreprises à l'échelle départementale. L'équation (1) ci-dessous contient donc trois termes : le premier contient les variables relatives aux éléments structurels et infrastructurels du territoire, le deuxième fait référence aux effets d'agglomération, alors que le troisième est constitué de la composante invisible :

$$CREA_d = a STRUCTURE_{ud} + b AGGLO_{vd} + c AMBIANCE_d \quad (1)$$

avec  $CREA_d$  le taux de création d'entreprise dans le département  $d$ ,  $STRUCTURE_{ud}$ , la variable  $u$  parmi l'ensemble des variables relatives aux dotations structurelles du département  $d$ ,  $AGGLO_{vd}$  la variable  $v$  parmi l'ensemble des variables relatives aux effets d'agglomération du département  $d$  et  $AMBIANCE_d$ , la culture entrepreneuriale ou l'ambiance économique et sociale spécifique du département  $d$ .

- 3 -

## Présentation des variables et de leur définition

### 3.1. Le taux de création d'entreprises et la part de nouvelles entreprises industrielles

Nous supposons ici que l'intensité ou le potentiel entrepreneurial d'un territoire est mesuré par le taux de création d'entreprises. Il est égal au nombre d'entreprises créées dans l'année, rapporté au stock d'entreprises mesuré au cours de cette même année. Cette

---

<sup>3</sup> D'ailleurs les programmes d'accompagnement des créateurs d'entreprises font une place essentielle à l'apprentissage de l'insertion dans les différents réseaux constitutifs de l'environnement potentiel du créateur.

définition privilégie le rythme de croissance ou de renouvellement du parc plus que l'intensité d'un entrepreneuriat local dont rendrait compte le rapport des créations d'entreprises à la population (GAROFOLI, 1994). Cet indicateur présente toutefois l'avantage de s'accorder avec la nature territoriale des déterminants que l'on cherche à analyser. Les variables à expliquer, le taux global de création d'entreprises et la part d'entreprises industrielles dans les entreprises nouvellement créées sont directement calculées à l'échelle départementale à partir de données proposées par l'INSEE.

En 2008, le taux de création d'entreprises<sup>4</sup> dans les secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce et des services<sup>5</sup> s'établissait à 11% pour la France entière.

Figure 1 : Taux global de création d'entreprises en 2008

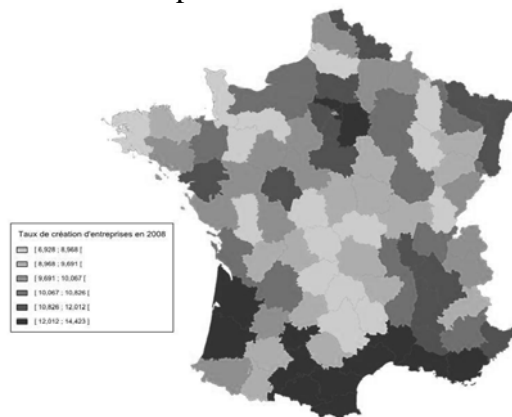
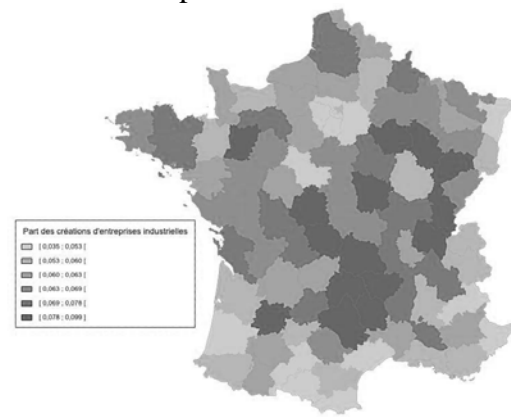


Figure 2 : Part des créations d'entreprises industrielles



Source : INSEE

La carte ci-dessus (figure 1) décrit les différences d'intensité des créations d'entreprises dans les départements métropolitains. Le taux de création varie du simple au double<sup>6</sup>, avec un minimum pour la Lozère et un maximum dans le département du Var (sa distribution est présentée en annexe 1). Des taux de création élevés peuvent être observés dans différents types de territoires. C'est le cas dans des zones du sud de la France en croissance démographique rapide ou à vocation touristique affirmée, dans les zones à tissu économique dense, telle que l'Ile-de-France, autour des plus grandes villes, dans les espaces frontaliers ou intensément desservis en infrastructures de communication et dans les espaces où les entreprises font massivement partie de groupes. En revanche, les taux de créations les moins

<sup>4</sup> L'agriculture n'est pas prise en compte.

<sup>5</sup> Depuis le 1er janvier 2007, la notion de création d'entreprise s'appuie sur un concept harmonisé au niveau européen pour faciliter les comparaisons : une création d'entreprise correspond à la mise en œuvre de nouveaux moyens de production. Cette notion de création d'entreprises est plus large que celle de création *ex nihilo* puisqu'elle inclut notamment les réactivations d'entreprises dont la dernière cessation remonte à plus d'un an et les reprises d'entreprises s'il n'y a pas continuité de l'entreprise.

<sup>6</sup> Plus généralement, les départements présentent des profils économiques très sensiblement variés (Cf. HILICO et POULOS, 2004) en particulier du point de vue de la place de l'industrie.

élevés concernent des zones au profil plus homogène. Elles sont souvent rurales, peu dynamiques du point de vue démographique et accueillent une majorité de très petites entreprises indépendantes. La plupart sont situées dans les départements du centre et du nord-est.

Un autre facteur d'inégalité des territoires en relation avec la création d'entreprise réside dans la part d'entités industrielles nouvellement créées (figure 2 ci-dessus). Ces écarts sont bien sûr liés au profil économique même de l'espace considéré. Ainsi, en 2006 la part de l'industrie dans la valeur ajoutée régionale représentait 28,1 % de l'économie de la région Franche-Comté et 16,7 % de la région Midi-Pyrénées, contre moins de 12 % de l'économie des régions Île-de-France, Languedoc-Roussillon et Provence-Alpes-Côte d'Azur et même 6,6 % de l'économie de la Corse. Mais cette forme de réplique des structures par les flux d'entreprises nouvellement créées n'épuise pas l'étude des déterminants de la création d'entreprises industrielles. Compte tenu des effets d'entraînement que l'industrie est réputée exercer sur le reste du tissu économique, il est légitime de s'intéresser à la création des seules entreprises industrielles dont les facteurs explicatifs pourront se révéler différents de ceux qui valent pour la création d'entreprise en général. De plus, les analyses sur les exigences et conditions d'un renouveau industriel (ETTLINGER, GORDON, 2011 ; FRIEDHOFT *et al.*, 2011) appellent une réflexion particulière sur la question d'entreprises dans ce secteur

Deux séries d'estimations ont donc été réalisées à partir de l'équation (1) ci-dessus. Le premier modèle retient comme variable dépendante le taux de création d'entreprise de tous secteurs (*CREA*). Il est complété par une seconde série d'estimations visant à expliquer la part des créations d'entreprises industrielles dans l'ensemble des créations (*CREA-I*).

## **3.2. Les variables explicatives**

### *3.2.1. Les facteurs structurels*

Trois variables illustrent ce volet de l'analyse : l'engagement du département dans le soutien à l'activité économique, le taux de chômage, l'intensité en Recherche et Développement.

Si le département est loin d'être le principal acteur du soutien à l'activité économique, nombre de ses actions sont en rapport avec les politiques en faveur des entreprises et de leur implantation (pépinières, zones d'activité par exemple). On attribue donc à ces dernières les aspects de la dynamique des territoires associée aux mouvements d'établissements résultant de la création et de la disparition d'entreprises. Notons toutefois que, sauf exception, ces phénomènes démographiques spatio-temporels n'ont guère d'impact sur le volume même de l'activité et de l'emploi (FRITSCH, 2011). Ils peuvent néanmoins être révélateurs de la

dynamique d'ensemble du territoire. De fait, les départements et les métropoles inscrivent de plus en plus souvent l'entrepreneuriat au cœur de leur politique de développement économique en tant que principal facteur de régénérescence des tissus économiques territoriaux.

Cet engouement pour la création d'entreprises en tant que facteur de croissance n'est cependant pas forcément étayé par la littérature qui, en dépit des conclusions de BIRCH (1987) très favorables aux jeunes entreprises, s'accorde désormais sur le fait que les nouvelles entreprises créent peu d'emploi (VAN STEEL, STOREY, 2004). Néanmoins, les départements les plus touchés par le chômage et la déprise industrielle sont souvent ceux qui incitent le plus à la création d'entreprise comme substitut à l'emploi salarié. L'effet *refugee* de l'entrepreneuriat qui s'oppose, en le dépassant, à l'effet *opportunité* de Schumpeter serait ainsi l'un des principaux moteurs de la création d'entreprises. Il jouerait d'autant plus fortement que les conditions économiques d'ensemble sont difficiles et que les agents économiques voient dans la création d'entreprises un bon moyen d'accumuler de l'expérience, d'objectiver leurs compétences et de trouver une occupation (Aubry *et al.*, 2013).

La variable illustrant le lien entre la mise en œuvre des politiques locales et la création d'entreprises est égale au montant des dépenses d'investissement des départements en euros par habitant<sup>7</sup>. Les dépenses d'investissement concernent des opérations en capital. Elles comprennent les remboursements des emprunts (en moyenne égales à 5 % des dépenses totales), les travaux d'équipement, les acquisitions immobilières et mobilières. Elle est notée *INV*, et le signe attendu qui lui est associé est positif.

Le niveau du taux de chômage (*CHOM*) constitue une des variables essentielles pour expliquer les taux de création d'entreprises observées au plan national. Des travaux récents conduits par THURIK *et al.* (2008) font état d'une inter-relation dynamique entre création d'entreprise et taux de chômage. D'un côté le chômage favorise les start-ups et la création d'entreprises, mais de l'autre, des taux de création d'entreprises élevés traduisent une forte activité entrepreneuriale à l'origine d'une baisse attendue du chômage. Il en va de même au niveau des territoires. Une première possibilité est que le chômage conduit ceux qui en sont victimes à se tourner vers la création d'une entreprise comme solution à l'échec qu'ils rencontrent sur le marché du travail. A ce point de vue négatif peut être opposée une vision plus favorable au sens où un marché dynamique peut offrir un plus grand nombre

---

<sup>7</sup> La source de cette variable de même que celles de toutes les autres variables explicatives introduites dans l'analyse sont présentées en annexe 3.

d'opportunités de création. On trouvera résumés chez AUDRESCH et DHOSE (2010), les différents arguments susceptibles de justifier une corrélation de signe positif ou négatif.

Nombre de travaux se sont intéressés aux profils scientifiques et technologiques des territoires tandis que d'autres passaient en revue leurs performances (brevets, publications, etc.). Au niveau le plus macroéconomique et en tendance, les travaux économétriques observent un lien entre les efforts en matière de R&D et la croissance. ACS (2002) montre ainsi l'existence d'une relation entre les capacités d'innovation d'un territoire et la présence (notion de coïncidence) de structures de R&D ou d'université. MARKMAN *et al.* (2005) rendent compte du rôle des unités de transfert de technologie dans les universités comme moteur de la création d'entreprises. Cette tendance d'ensemble est néanmoins amendée ou nuancée en fonction du point de vue retenu et du niveau de découpage adopté. En effet, au fur et à mesure que l'on réduit le périmètre géographique, la relation est de plus en plus ténue et de moins en moins significative. Ces aspects sont intégrés à notre approche sous la forme d'une variable notée *RD* qui rapporte les emplois dans les entreprises dédiés à la recherche – innovation à l'ensemble des emplois. Le signe attendu du coefficient qui y est associé est positif.

### 3.2.2. *Les phénomènes d'agglomération*

Trois variables interviennent également à ce niveau d'analyse : la densité économique, le profil industriel du territoire et enfin l'exception francilienne.

L'introduction de la densité économique, notée *DEN*, repose sur l'hypothèse développée par DREIER *et al.* (2001) selon laquelle l'endroit où l'on vit influence la qualité de vie et la manière dont fonctionne ce lieu de vie impacte la qualité de notre société. Malgré le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication qui demandent de moins en moins de déplacements, le lieu d'implantation n'a pas perdu son importance. Cette variable est donc une illustration de l'attractivité d'un département en même temps qu'elle détermine la taille du marché et le niveau des débouchés.

Sa présence dans l'analyse fournit aussi une estimation des avantages et des contraintes résultant de la concentration relative des acteurs. Une forte densité favoriserait leur coordination et faciliterait la circulation de l'information alors qu'alternativement une faible densité, telle que celle qui caractérise les espaces ruraux par exemple, rendrait ces opérations plus difficiles (CARLINO *et al.*, 2007). La densité est ici mesurée par le nombre de salariés au km<sup>2</sup>. Bien qu'il faille apporter des nuances à l'impact de cette variable sur le taux de création, notamment en introduisant l'impact supposé de la congestion urbaine qui accroît le risque d'invisibilité du créateur tout en réduisant ses chances d'être accompagné, le potentiel de

ressources disponibles et de marché qui va de pair avec la densité devrait donc favoriser l'entrée de nouvelles entreprises<sup>8</sup>. Le signe du coefficient associé à cette variable est en conséquence positif<sup>9</sup>.

Le poids relatif de l'activité industrielle (*IND*) peut donner lieu à deux niveaux de lecture possibles du point de vue de la création d'entreprises. Le premier porte sur la question de la spécialisation ou diversification d'un territoire, le second, sur la nature même du secteur industriel.

A un premier niveau, la relation entre spécialisation et dynamique entrepreneuriale conduit à rappeler les deux principales hypothèses à ce sujet. La première considère que la spécialisation d'un territoire favorise la circulation de l'information, la production d'innovation et, plus généralement, des économies d'agglomération (MAUREL, 1996). La seconde hypothèse propose la relation inverse ; la diversité des activités serait plus favorable dans la mesure où des complémentarités de connaissance, de technologies ou de produits pourraient se manifester. Le sens de la relation peut donc être positif ou négatif selon que l'on vérifie des externalités spatiales de type Marshall-Arrow-Romer (SCITOVSKY, 1954) qui rendent compte d'économies de localisation liées à la spécialisation (intra et/ou inter) industrielle ou une configuration à la JACOBS (1969) qui met en avant les économies de variété liées à la diversité des activités dans le milieu économique.

La spécialisation industrielle du territoire conduit également à poser deux hypothèses à son sujet<sup>10</sup>. La première considère qu'un territoire dominé par des activités industrielles ne favorisera pas la création d'entreprises dans la mesure où les entités nouvellement créées relèvent des activités de services ou du commerce et ne bénéficient donc d'aucun avantage à se localiser à proximité d'industrie, en particulier en ce qui concerne les profils d'emploi. La seconde prévoit qu'un territoire dominé par de l'industrie peut favoriser différentes opportunités dans le secteur industriel même s'il est besoin de renouveler ce tissu ou bien comme activités complémentaires (de la sous-traitance aux différents services de capacités ou de spécialité). Mesurée par la part de la valeur ajoutée industrielle dans le PIB du département, cette variable peut être de signe positif aussi bien que négatif.

*La spécificité des départements de la région Ile-de-France (IDF)* du point de vue de son fonctionnement et de ses performances mérite d'être introduite dans l'analyse. HECQUET

---

<sup>8</sup> Le taux de création efficace, soit le nombre relatif d'entreprises encore en vie au bout de 5 années est atténué pour ces zones à forte densité.

<sup>9</sup> Néanmoins, des travaux sur les territoires français (BINET et al., 2010) soulignent les problèmes statistiques que pose cette mesure compte tenu de sa distribution très peu « normale » et qui conduit à son abandon.

<sup>10</sup> SIMON (2004) montre la pertinence de ces deux hypothèses selon la nature des industries, pour les villes américaines.

(2003) et GILLI (2005) rappellent que depuis 1975 la région a perdu 40% des emplois dans les secteurs traditionnels et qu'elle se caractérise désormais par une forte présence d'emplois administratifs et, surtout, par une prépondérance des emplois de haute technologie et de services aux entreprises. La spécificité de la région au regard de l'emploi est confirmée par DISSART *et al.* (2011) qui mettent en évidence l'influence du potentiel de marché, de propension à consommer localement ainsi que de l'attractivité locale et l'accès aux équipements spécifiques à l'Ile-de-France. Nous étendons ce phénomène à la création d'entreprises ce qui nous conduit à introduire une variable binaire, notée *IDF*, pour en tenir compte. Elle prend la valeur 1 pour les huit départements franciliens et 0 pour les autres.

### 3.2.3. *L'effet géographique, synthèse des variables invisibles ou de coordination*

La variable *AMBIANCE* introduite dans le modèle permet de rendre compte des phénomènes omis par les variables de structures et d'agglomération. Elle capte donc des facteurs invisibles ou, plus positivement, les capacités de coordination à l'œuvre sur un territoire. Compte tenu de son caractère holistique, il est difficile d'identifier un indicateur particulier susceptible de la refléter. La solution ici retenue réside dans le recours à la composante géographique de la méthode structurelle-résiduelle ou *shift-share* (LAMARCHE *et al.*, 2003).

Cette méthode (voir l'annexe 2 pour une présentation) est de longue date utilisée « pour analyser dans quelle mesure ces différences de croissance s'expliquent par la structure sectorielle (favorable ou défavorable) de l'économie de la région en début de période ou par la tendance spécifique (dynamisme ou absence de dynamisme) de la région en cours de période » (BEAUD, 1966, p. 57). Initialement proposée par DUNN (1960), elle a ensuite été fréquemment appliquée en géographie économique et humaine<sup>11</sup> pour étudier les variations de l'emploi (HAYNES, DINC 1997), les migrations (PLANE 1987; WRIGHT 1996) ou les évolutions démographiques (FRANKLIN, PLANE 2004). En économie, l'un de ses principaux domaines d'application est la croissance des entreprises (FOTOPOULOS, SPENCE 2001 ; JOHNSON 2004 ; DINC, HAYNES, 2005, MUELLER *et al.*, 2008). En France elle reste relativement peu répandue (JAYET, 1993, GAIGNE *et al.*, 2005), les principales utilisations étant observées dans des travaux réalisés par l'INSEE (REDOR, 2010).

La composante locale (EG) reflète tous les facteurs autres que le portefeuille d'activités ayant influé sur la croissance du territoire pour l'accélérer ou la freiner (situation géographique dans l'espace économique national, mesures prises en faveur ou au détriment de

---

<sup>11</sup> Voir la revue de la littérature sur cette méthode proposée par STIMSON *et al.* (2006) dans le chapitre III intitulé: Traditional Tools for Measuring and Evaluating Regional Economic Performance I: Economic Base and Shift-Share Analysis.

la région, dynamisme propre du territoire, etc.). Cette composante locale (EG) est égale à la différence entre le taux d'accroissement observé (ET) et le taux d'accroissement structurel hypothétique (ES) de l'espace considéré :

$$EG = ET - ES$$

L'effet géographique (EG) est positif si l'accroissement du territoire considéré est plus rapide que sa structure en début de période n'aurait normalement dû le permettre ; il est négatif dans le cas contraire et nul si les deux croissances, observée et hypothétique, sont analogues. (CARRE, LEVRATTO, 2011) et traduit une situation dominée par des avantages comparatifs naturels (géographie), et/ou institutionnels et culturels (organisation, coopération, esprit d'entreprise, capacité d'innovation...). Par sa construction même, l'effet géographique mesure donc la dynamique propre au territoire. Il agrège en effet une multitude de phénomènes relevant entre autres de l'impact des infrastructures et des dotations factorielles, de la situation géographique ou encore des modalités d'organisation et de comportement des acteurs productifs locaux<sup>12</sup>.

L'effet géographique a été calculé à partir de données d'emploi mises à disposition par Pôle emploi<sup>13</sup>. Un découpage en trente-huit secteurs a été retenu. La carte de la figure 3 représente l'effet géographique mesuré par département observé au cours de la période 2000-2008. Sa distribution spatiale se révèle relativement ordonnée. L'intensité de l'effet géographique croît au fur et à mesure que l'on se déplace le long d'un axe est-ouest. Négatif dans tout le quart nord-est du pays, l'effet géographique atteint ses valeurs maximales dans les départements côtiers bordant l'océan Atlantique et la Méditerranée. Paris et les départements de la petite couronne constituent une exception. Cette distribution, déjà analysée par CARRE et LEVRATTO (2011), démontre une grande stabilité dans le temps.

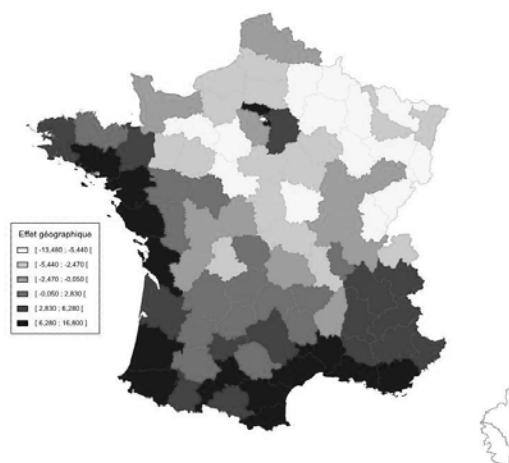
---

<sup>12</sup> On retrouve là l'hypothèse de base de l'approche structurelle de l'économie industrielle. Cf. par exemple CAVES (2007).

<sup>13</sup> Nous avons utilisé des données de Pôle Emploi de préférence à des données INSEE car un changement de nomenclature d'activité est intervenu au cours de la période (passage de la NAF Rev. 1 2003 à la NAF Rev. 2 en 2008) étudiée et les rétroprojections n'ont pas été effectuées sur l'ensemble de la période.



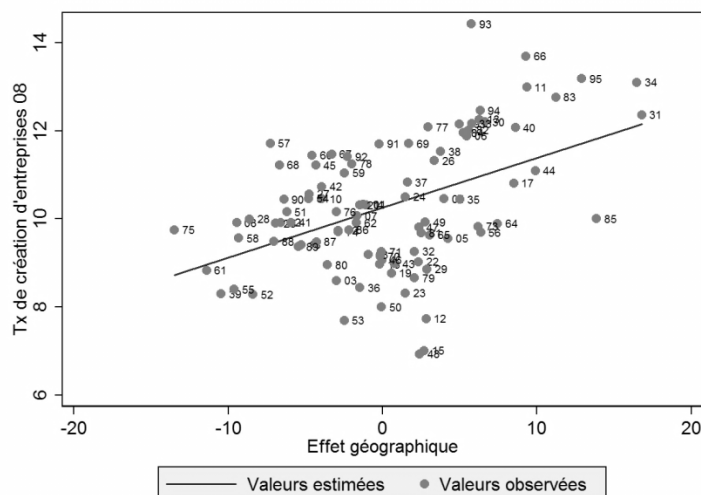
Figure 3 : Effet géographique départemental entre 2000 et 2008<sup>14</sup>



Source : Pôle Emploi, calcul des auteurs

On suppose une relation positive entre l'effet géographique et la création d'entreprises géographique. Si l'effet géographique est l'expression synthétique des atouts propres des territoires qui vont des conditions naturelles jusqu'à la qualité de la coordination locale, plus il est élevé, plus le taux d'entreprises nouvellement créées devrait l'être également. Cette hypothèse est étayée par l'existence d'une relation croissante entre l'effet géographique et le taux de création d'entreprises (Figure 4).

Figure 4 : Relation entre le taux de création d'entreprises et l'effet géographique par département



Les statistiques descriptives des différentes variables introduites dans les modèles figurent dans le tableau suivant.

<sup>14</sup> Les valeurs de la croissance observée, de l'effet structurel et de l'effet géographique pour chaque département sont disponibles sur demande auprès des auteurs.

**Tableau 1 : Mesure et description des variables explicatives sur les 94 départements**

	Définition	Moy	Ecart type	Min	Max
<i>CREA</i>	Taux de création d'entreprise en 2008 (en %)	10.29	1.49	6.93	14.42
<i>CREA-I</i>	Part des entreprises industrielles en 2004 <sup>15</sup> (en %)	0.07	0.01	0.04	0.11
<i>INV</i>	Dépenses d'investissements (€ habitant)	281.66	88.26	107.32	636.39
<i>DENS</i>	Densité (effectifs salariés /km <sup>2</sup> )	315.67	1757.96	4.76	15997.94
<i>RD</i>	% emplois RD sur emploi total	0.00	0.01	0.00	0.04
<i>IND</i>	% de la VA industrielle dans le PIB	16.58	4.86	5.90	26.10
<i>CHOM</i>	Taux de chômage	8.07	1.65	5.07	12.68
<i>EG</i>	Effet géographique	0.34	6.17	-13.48	16.80
<i>IDF</i>	Variable binaire : 1 pour les départements d'IDF	0.09	0.28	0.00	1.00

L'annexe 3 récapitule ces variables explicatives, en donne une définition et précise les sources utilisées tandis que la matrice des corrélations figure dans l'annexe 4.

- 4 -

## Résultats et discussion

### 4.1. Résultats

Les résultats des estimations sont présentés dans le tableau 2 ci-dessous. La méthode d'estimation retenue est les MCO. En effet, le test de Durbin-Wu-Hausman effectué en essayant différents instruments n'a pas révélé de problèmes d'endogénéité de la variable effet géographique ; l'estimateur des MCO est donc non biaisé. De plus, afin d'atténuer l'amplitude de la distribution des variables révélatrice d'un effet taille, une normalisation par la transformation logarithmique a été effectuée. Les coefficients de détermination du taux de création global (*CREA*) et la part de créations d'entreprises industrielles (*CREA-I*) ont été estimés à partir d'un premier modèle contenant l'ensemble des variables explicatives précédemment mentionnées et un second estimé à partir d'une procédure pas-à-pas de manière à ne conserver que la meilleure combinaison de variables explicatives. Elle permet également d'arbitrer entre le maintien de la variable continue de Densité (*lnDENS*) et la variable binaire représentative d'une localisation du département dans la région Ile-de-France (*IDF*) assez nettement corrélées (cf. la matrice des corrélations en annexe 4). Cette dernière méthode constitue également un test de robustesse des modèles.

<sup>15</sup> Les données pour 2008 n'étant pas disponibles, nous avons appliqué les valeurs de 2004 en supposant une forme de viscosité des transformations du tissu productif.

Les résultats obtenus rendent compte de l'influence exercée par les variables de structures et d'agglomération sur la création d'entreprises. Ces éléments explicites ne sont cependant pas les seuls à exercer un effet sur l'apparition de nouvelles unités de production. Le signe positif significatif du coefficient estimé de l'effet géographique (*lnEG*) traduit l'impact des éléments inobservables ou de l'ambiance du territoire. Cette relation positive avec le taux de création d'ensemble montre l'existence de facteurs invisibles tels que le capital social ou relationnel susceptibles de donner à certains départements un profil favorable à l'entrepreneuriat. Dans les économies orientées vers les services, cette « atmosphère entrepreneuriale » prend naissance dans des projets collectifs « impliquant l'ensemble des acteurs territoriaux, et tout particulièrement les collectivités locales » (CARLUER, 2006). Rien de tel n'apparaît en revanche lorsqu'on réduit le champ de l'analyse aux seules créations industrielles dont la réalisation requiert d'autres ressources que le capital relationnel local. En effet, dans ce cas si l'effet géographique exerce une influence significative, celle-ci est de signe négatif. Cette ambiance locale défavorable à l'industrie traduit en fait la difficulté de mettre en œuvre des mesures propices à l'instauration de relations interentreprises afin de tendre vers une structure de type district industriel, c'est-à-dire de générer « un développement horizontal par association de petites industries complémentaires, sorte de réseau qui présente les avantages de l'organisation des grands groupes tout en conservant les avantages de flexibilité, de réactivité, de climat humain des petites entreprises » (Yvon GATTAZ, cité par ROUSSEAU, 2004, p. 9).

L'influence positive exercée par le taux de chômage (*lnCHOM*) sur la création d'entreprises en général confirme l'hypothèse d'un effet incitatif des difficultés d'accès à l'emploi sur la création d'entreprise (Aubry *et al.*, 2013). La relation devient en revanche négative, même si elle est faiblement significative, lorsqu'on s'intéresse aux seules créations d'entreprises industrielles. Cela confirme l'idée que la création d'une entreprise industrielle requiert des compétences et savoir-faire techniques importants qui, en même temps, protègent les individus du chômage.

L'effet de l'intensité en recherche-développement (*lnRD*) diffère selon que l'on s'intéresse au taux de création d'ensemble pour lequel elle est positive ou au taux de création d'entreprises industrielles pour lequel elle est négative. Si le premier résultat est conforme à l'hypothèse retenue, le signe négatif du coefficient associé à la variable *lnRD* dans les modèles (3) et (4) est plus étonnant. Une explication possible réside dans le caractère très agrégé de l'industrie qui regroupe indifféremment les secteurs à faible, moyenne et forte intensité technologique. On peut raisonnablement supposer que l'influence de l'intensité en

RD concerne surtout ces derniers. Le possible effet positif disparaîtrait alors au profit d'un effet négatif qui résulte d'une forme d'éviction des activités traditionnelles ou à faible intensité technologique lorsque se développent des programmes économiques accordant une priorité aux activités technologiques.

Tableau 2 : Résultats des estimations

VARIABLES	Modèle CREA		Modèle CREA-I	
	(1)	(2) - Stepwise du modèle 1	(3)	(4) – Stepwise du modèle 3
<i>lnEG</i>	0.093*** (0.016)	0.087*** (0.018)	-0.051* (0.028)	-0.062** (0.026)
<i>lnCHOM</i>	0.326*** (0.054)	0.290*** (0.052)	-0.106 (0.084)	-0.155* (0.083)
<i>lnRD</i> <sup>16</sup>	0.025*** (0.006)	0.022*** (0.006)	-0.043*** (0.012)	-0.050*** (0.010)
<i>lnIND</i>	0.042 (0.035)		0.073 (0.069)	
<i>lnINV</i>	0.014 (0.035)		-0.157** (0.065)	-0.159** (0.079)
<i>lnDENS</i>	0.022* (0.012)	0.036*** (0.008)	-0.023 (0.023)	
<i>IDF</i>	0.097** (0.047)		-0.227** (0.094)	-0.328*** (0.045)
Constant	1.296*** (0.278)	1.514*** (0.133)	-1.898*** (0.411)	-1.673*** (0.451)
Observations	94	94	94	94
R <sup>2</sup>	0.65	0.64	0.47	0.46

Erreurs standards robustes entre parenthèses

\*\*\* p<0.01, \*\* p<0.05, \* p<0.10

La présence de l'industrie mesurée par la variable *lnIND* ne joue aucun rôle ni sur la création d'entreprises en général ni sur la proportion de créations industrielles. Étonnament, ce résultat négatif valide à la fois la présence d'externalités de spécialisation propres à un secteur donné portée par l'hypothèse Marshall-Arrow-Romer et l'hypothèse de complémentarité entre services et industrie que porte les externalités de type Jacobs (1969). En effet, l'ensemble des créations relevant majoritairement des services, du commerce et de la construction, il apparaît ici que la présence de l'industrie ne permet pas de tirer la création d'entreprises dans des domaines liés, voire complémentaires. Mais une place importante de l'industrie ne garantit pas non plus une proportion plus élevée de projets industriels parmi les créations comme on aurait pu le supposer si un effet de spécialisation était intervenu.

<sup>16</sup> La valeur de l'intensité de RD qui était nulle pour deux départements a été remplacée par une valeur très proche (0,00001) pour ne pas perdre ces deux observations après la transformation en logarithme.

L'effort en matière de soutien à l'activité économique, porté par les collectivités locales (*lnINV*) n'assure, au mieux, aucun avantage substantiel en matière d'entrepreneuriat. Son impact est même négatif lorsqu'on explique les seules créations d'entreprises industrielles. On ne peut toutefois pas en déduire que les politiques publiques sont inefficaces mais simplement considérer qu'elles sont insuffisantes.

Le recours à une procédure pas à pas permet de mettre en évidence l'impact différencié des deux variables corrélées que sont la variable binaire *IDF* et la variable densité (*lnDENS*). Dans le modèle général, la densité de population joue un rôle significativement positif ce qui confirme l'idée selon laquelle les entreprises se créent à proximités de leur marché. En revanche, le coefficient associé à la variable Ile-de-France se révèle très significatif alors que celui de la variable densité ne l'est pas lorsqu'il s'agit d'expliquer la part des créations industrielles dans le total des créations. Le simple fait de faire partie de l'Ile-de-France constitue donc un handicap en matière de création d'entreprises industrielles. Ce résultat va dans le sens de l'orientation tertiaire et servicielle (finance, assurance, RD, culture et industries de la création) des activités de la région parisienne et confirme les difficultés rencontrées par les activités industrielles autour de Paris.

## 4.2. Discussion

Dans l'ensemble, nos résultats confirment l'existence d'une relation directe entre le contexte territorial et l'activité entrepreneuriale. Pour l'essentiel, ils vont dans le même sens que la plupart des travaux consacrés aux déterminants locaux de la création d'entreprises (KEEBLE *et al.*, 1993 ; REYNOLDS et STOREY, 1993 ; REYNOLDS *et al.*, 1994 ; AUDRETSCH et FRITSCH, 1994 ; KEEBLE et WALKER, 1994 ; JOHNSON et PARKER, 1996 ; BINET *et al.*, 2010 ; MOATI *et al.*, 2000). Quelques éléments sont plus surprenants et proviennent notamment du traitement spécifique réservé à la création des entreprises industrielles et à l'introduction de l'effet géographique.

Les signes associés au «taux de chômage» viennent confirmer l'ambivalence possible de cette variable soulignée par les travaux antérieurs sur le sujet. Le taux de chômage, ou sa croissance, peut théoriquement être affecté d'un signe positif (effet dynamisant du chômage conforme à la théorie du revenu) ou négatif (frein à la création conforme à la théorie des capacités à la SEN appliquée à l'emploi<sup>17</sup> et de l'attitude face au risque des entrepreneurs). Les deux situations sont ici présentes selon le secteur examiné. Si un effet refuge apparaît du

---

<sup>17</sup> Voir l'introduction de SALAIS (2007) au numéro spécial de Formation et Emploi dans laquelle il souligne que les idées de Sen ont largement débordé les domaines de la pauvreté et du sous-développement pour entrer dans ceux de l'emploi, de la formation et des politiques publiques afférentes dans les pays développés.

point de vue de la création d'entreprises dans sa globalité, son rôle est soit nul, soit négatif lorsqu'on s'intéresse aux seules créations dans l'industrie. Ce résultat va à l'encontre des politiques qui voient dans la création d'entreprise un remède contre le chômage. Il confirme en revanche les conclusions de BAPTISTA et THURIK (2007) qui montrent la faible significativité de cette variable comme explication de la création de nouvelles entreprises au Portugal et celles de LASCH *et al.* (2005) qui mettent l'accent sur la primauté des compétences et non de la disponibilité de temps en ce qui concerne la création d'entreprises dans le secteur des technologies de l'information et de la communication.

Les résultats mettant en évidence l'effet contradictoire de la R&D selon que l'on estime le taux global de création d'entreprises (effet positif) ou le taux de création d'entreprises industrielles (effet négatif) rappellent largement ceux de GARAVAGLIA et BRESCHI (2009). Leur étude souligne en effet que si la création d'entreprises apparaît dans certaines régions comme un moyen de capter les économies externes de connaissance, il est également possible que dans la plupart des territoires, l'entrepreneuriat ne dépende que des liens sociaux et des réseaux d'acteurs en présence.

Par ailleurs, l'absence d'effet lié à la présence d'une base industrielle est un autre facteur intéressant du point de vue du développement d'activités entrepreneuriales, même si ce résultat contredit les conclusions auxquelles sont parvenus KEEBLE et WALKER (1994) ou BRYSON *et al.* (1997) pour le Royaume-Uni. En France, au début des années 2000, la présence de firmes industrielles dans un département ne constitue plus un avantage pour l'implantation d'activités liées. Les jeunes entreprises se développent moins dans le but de vendre à d'autres entreprises que dans celui de répondre aux besoins des ménages, ce que confirment les coefficients associés aux variables caractéristiques des marchés (*DENS* ou *IDF*).

En effet, l'incidence de la variable *DENS* comme variable explicative du taux global de création confirme nombre de résultats antérieurs (GUESNIER, 1994) Ainsi, un espace densément peuplé peut constituer un avantage dont le mécanisme est similaire à celui des effets positifs d'agglomération. Cet effet, porté par le pouvoir d'achat des salariés, ne joue évidemment plus lorsqu'il s'agit d'expliquer la proportion d'entreprises industrielles nouvellement créées comme l'ont par ailleurs souligné LASCH *et al.* (2005).

La mise en œuvre de politiques publiques efficaces du point de vue de la création d'entreprises demeure également un défi pour les territoires. Le résultat inattendu obtenu rappelle celui de LAUKKANEN et NIITYKANGAS (2003) qui mettent en relation politiques publiques et profils des territoires. Ainsi, les espaces à faibles capacités de reconversion

spontanées requièrent des stratégies plus interventionnistes que celles habituellement prônées par les politiques de développement régional.

Enfin, l'effet contrasté de la composante géographique du modèle structurel-résiduel va à l'encontre du consensus issu des travaux relatifs au Royaume-Uni selon lesquels l'effet régional est une variable explicative essentielle de la création d'entreprises (ASHCROFT *et al.*, 1991; JOHNSON 1983). Notre résultat doit être interprété comme alternatif, et non contradictoire, avec l'idée habituelle que les caractéristiques propres d'un territoire peuvent influencer positivement ou négativement la création d'entreprises et que le différentiel d'influence explique une grande partie des écarts observés en matière de création d'entreprises. Il est également d'usage de considérer que la combinaison de facteurs favorables au sein d'une même région va toujours dans le sens d'une intensification de l'entrepreneuriat, même si des différences d'intensité peuvent exister d'un territoire à l'autre. Ces arguments reposent essentiellement sur les résultats dégagés par les études antérieures sur le sujet. Or, cette vision optimiste peut être remise en cause dans la mesure où dans un grand nombre de départements, les effets combinés des caractéristiques locales ne renforcent pas l'entrepreneuriat mais ont au contraire tendance à le décourager en raison des bonnes conditions macroéconomiques qui ont prévalu au cours de la période étudiée et d'une structure productive à dominante industrielle. Les travaux antérieurs ont ainsi peut-être surpondéré la part des nouvelles entreprises attribuable à l'effet régional et, par suite, ont pu conduire à surestimer les effets des avantages locaux dans la promotion de la création d'entreprises. Cet excès d'optimisme quant au rôle de l'effet régional sur les *start-up* est souligné par CHENG (2011) qui appelle à réévaluer les avantages et handicaps locaux, à réviser les politiques locales en faveur de la création d'entreprises et à réinterroger la relation entre les caractéristiques locales et l'entrepreneuriat afin d'identifier des instruments de politique publique efficaces véritablement adaptés aux conditions industrielles, économiques et politiques spécifiques au territoire.

- 5 -

## **Conclusion**

Ce texte avait pour objectif d'expliquer les écarts en matière d'entrepreneuriat entre les différents départements continentaux français. Pour y parvenir, et c'est l'une des originalités de ce travail, nous avons ajouté la composante géographique issue d'une analyse structurelle-résiduelle aux facteurs habituellement retenus pour caractériser les territoires. Ce travail a ainsi une portée empirique différente de ceux qui le précèdent en montrant comment

l'atmosphère et les facteurs invisibles spécifiques aux départements contribuent à expliquer la création de nouvelles entreprises. Nous avons également montré que la création d'activités industrielles obéit à une logique propre et que ses déterminants peuvent être différents de ceux qui interviennent dans la création d'entreprises en général.

L'un des principaux résultats obtenus concerne la contribution de l'effet géographique à la création de nouvelles entreprises. Si cette relation vaut pour les activités tertiaires, elle ne tient pas pour la création d'entreprises de l'industrie. Elle traduit l'idée que les caractéristiques locales intangibles, l'atmosphère, le capital social, peuvent constituer soit un facteur en faveur de la création d'entreprises en général, soit un frein à la création d'entreprises industrielles.

En particulier, les territoires de tradition industrielle, malmenés par la disparition de pans entiers de leurs activités productives, et fragilisés par la remise en cause de savoir-faire et de traditions socio-économiques, ne peuvent pas, sans difficulté (SERI, 2004), passer à une dynamique entrepreneuriale. Cette proposition reste valable que la dynamique de création d'entreprises concerne les projets industriels ou de services. Les processus d'agglomération montrent ici leur limite, l'agglomération industrielle n'induisant pas mécaniquement des nouvelles activités industrielles. Dans un contexte de perte de puissance de l'industrie, ce point est important à souligner.

Le résultat obtenu peut également traduire le fait que les limites départementales ne constituent pas les bornes du milieu de référence en matière industrielle. Dans l'industrie, les créateurs peuvent soit se référer à un niveau géographique plus restreint tel que les pôles de compétitivité le définissent ou, au contraire, à un niveau territorial plus large en phase avec l'organisation interne de l'entité économique, souvent le groupe, dont le siège se situe dans un espace central (départements franciliens et Rhône pour l'essentiel).

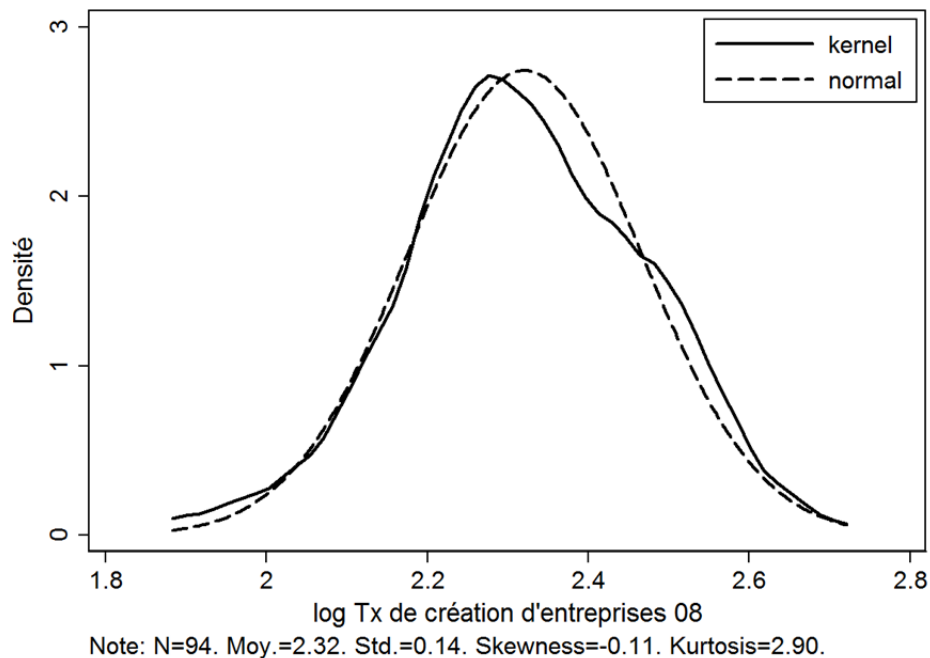
Les autres résultats confirment la pertinence des variables structurelles généralement retenues dans la littérature qu'il s'agisse notamment des ressources en *R&D* et du taux de chômage. La distinction opérée entre les départements franciliens et le reste du territoire métropolitain a permis de suggérer l'existence d'un « modèle métropolitain de création » reposant sur la création d'entreprises dans les secteurs des services à la personne et aux entreprises. Basées sur leur insertion dans leurs milieux locaux tant pour leurs échanges marchands que pour leurs relations non marchandes, ces créations sont d'autant plus intenses que les territoires se caractérisent par une dynamique de coordination élevée considérée à travers l'effet géographique.

Outre son apport à la recherche sur les déterminants locaux de l'activité économique, ce



texte et les résultats auxquels nous parvenons peuvent présenter un intérêt pour les décideurs économiques. En renouvelant l'éclairage des relations entre les caractéristiques locales et la création d'entreprises selon le secteur considéré, il attire l'attention des élus et responsables des politiques économiques locales sur l'importance de développer des outils et objectifs propres plutôt que de transposer à un territoire donné des principes, recettes et outils génériques, définis au niveau national, voire européen. Ainsi, loin de constituer une négation de l'importance du local, la mise en évidence d'un effet faible, voire négatif sur la création de start-up est au contraire un argument en faveur de la mise en œuvre de politiques prenant véritablement ancrage sur le terrain.

### ANNEXE 1 - DISTRIBUTION DE LA VARIABLE CREA



### ANNEXE 2 - METHODOLOGIE « SHIFT SHARE » OU « STRUCTURELLE – RESIDUELLE »

Pour rappel, « cette méthode tente au départ de statistiques d'emplois par branche établies à deux dates différentes de dégager la croissance relative de chaque région par rapport à la croissance nationale et de déterminer, en outre, dans cette croissance la part due à l'existence d'une structure originelle favorable et celle due aux avantages de localisation existant dans la région » (MERENNE-SCHOUMAKER, 2002, p. 28). Elle permet de décomposer l'évolution d'une variable en deux composantes :

- le taux de croissance structurel ou taux de croissance hypothétique qu'aurait connu un territoire donné si chaque secteur avait connu le rythme de croissance observé dans l'ensemble du pays pour le secteur correspondant. Il est obtenu par application, à la valeur en début de période de chaque élément sectoriel de la grandeur étudiée dans le territoire, du taux de croissance effectivement réalisé au cours de la période pour ce secteur dans l'ensemble du pays.,
- la composante de localisation, appelée effet géographique, qui compare le comportement des secteurs d'activité en un lieu et durant la période  $T_0-T_1$  avec celui de ces secteurs au niveau régional.

En appliquant à chaque activité les tendances nationales observées on peut déterminer une croissance théorique « structurelle » fonction de la structure industrielle. Par différence entre cette valeur, et la valeur observée, on obtient un résidu, considéré comme l'expression de la dynamique propre de la région.

### ANNEXE 3 - DONNEES ET SOURCES

Variabes	Année	Source
Taux de création d'entreprises (en %)	2008	Insee, REE (Sirene)
Taux de création d'entreprises industrielles	2004	Insee, REE (Sirene), industrie en NES, de BD à G2
Ensemble des établissements	2007	Insee, Clap
Total des postes salariés	2007	Clap : Établissements actifs au 31 décembre, hors secteurs de l'agriculture, de la défense et de l'intérim
Dépenses d'investissements des départements (en euros par hab)	2007	Direction générale des collectivités locales (DGCL), Comptes administratifs des régions et départements
Densité	2007	Total de l'effectif salarié (Insee)/superficie
Taux de chômage	2001-2007	Insee, Pôle emploi
Valeur Ajoutée industrielle	2005	Insee, Comptes régionaux 2008, répartition à partir NES 16
Postes salariés des établissements en RD / total emploi	2007	Insee, Clap. Champ : Établissements actifs au 31 décembre, hors secteurs de l'agriculture, de la défense et de l'intérim

### ANNEXE 4 - MATRICE DE CORRELATION

	V1	V2	V3	V4	V5	V6	V7	
<i>ln</i> EG	V1	1						
<i>ln</i> RD	V2	0.12	1					
<i>ln</i> CHOM	V3	0.08	0.14	1				
<i>ln</i> IND	V4	-0.39***	-0.21**	-0.20*	1			
<i>ln</i> INV	V5	0.20*	-0.35***	-0.19*	-0.13	1		
<i>ln</i> DENS	V6	-0.10	0.50***	0.19*	-0.23**	-0.47***	1	
<i>ln</i> IDF	V7	-0.06	0.24**	-0.04	-0.29***	-0.25**	0.75***	1

### BIBLIOGRAPHIE

- ACS Z.J. (2002). *Innovation and the growth of cities*, Londres, Edward Elgar.
- ACS Z.J., BRAUNERHJELM P., AUDRETSCH D.B., CARLSSON B. (2009) The knowledge spillover theory of entrepreneurship, *Small Business Economics*, 32(1): 15-30
- ASHCROFT B., Love J., MALLOY E. (1991). New firm formation in the British counties with special reference to Scotland, *Regional Studies*, 25(5): 395-409.
- AUBRY M., BONNET J., RENOU-MAISSANT P. (2013) *Les cycles macroéconomiques et le comportement entrepreneurial sur données régionales françaises*, 6ème Atelier Stratégies, Espaces et Territoires , AIMS, ASLRF, AEI, Rouen, France, 24 janvier.

- AUDRETSCH D.B., DHOSE D. (2010). Cultural diversity and entrepreneurship: a regional analysis for Germany, *The Annals of Regional Science*, 45: 55-85.
- AUDRETSCH D.B., FRITSCH, M. (1994): The geography of firm birth in Germany, *Regional Studies*, 28(4): 359-365.
- BAPTISTA R., MENDONÇA J. (2010) Proximity to knowledge sources and the location of knowledge-based start-ups, *The Annals of Regional Science*, 45(1): 5-29.
- BAPTISTA R., THURIK R. (2007). The Relationship between Entrepreneurship and Unemployment: is Portugal an Outlier? *Technological Forecasting and Social Change*, 74(1): 75–89.
- BECATTINI G. (2004). *Industrial Districts: a new approach to industrial change*, Cheltenham, Edward Elgar.
- BEAUD M. (1966). Une analyse des disparités régionales de croissance, *Revue économique*, 17(1), 55-91.
- BENKO G., LIPIETZ A. (1992). *Les régions qui gagnent*, Paris, Presses Universitaires de France.
- BEUGELSDIJK S., VAN SCHAIK T. (2005). Social capital and growth in European regions: an empirical test, *European Journal of Political Economy*, 21, pp 301-324.
- BINET M.E., FACCHINI F., KONING M. (2010). Les déterminants de la dynamique entrepreneuriale dans les régions françaises, *Revue Canadienne de Sciences Régionales* », Vol. 33, pp 73 -88
- BIRCH D.L. (1987). *Job Creation in America: How Our Smallest Companies Put the Most People to Work*, New York, The Free Press.
- BIRD B. (1988). Implementing Entrepreneurial Ideas: The Case for Intention. *The Academy of Management Review*, 13(3): 442–453.
- BRYSON J. R., KEEBLE D., WOOD P. (1997). The Creation and Growth of Small Business Service Firms in Post-Industrial Britain, *Small Business Economics*, 9(4): 345-360.
- CALLOIS J-M. (2006). Capital social et performance économique, *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, 2: 227-243.
- CAMAGNI R., MAILLAT D. (2006). *Milieux innovateurs, Théorie et politiques*, Economica Anthropos
- CAPELLO R., FAGGIAN A. (2005). Collective Learning and relational capital in local innovation processes, *Regional Studies*, 39(1): 75-87.
- CARLINO G., CHATTERJEE S., HUNT R. (2007). Urban density and the rate of invention, *Journal of Urban Economics*, 61, p 389-419.
- CARLUER F. (2006). Réseaux d'entreprises et dynamiques territoriales: une analyse stratégique, *Géographie, économie, société*, 8(2): 193-214.
- CARRE D., LEVRATTO N. (2011). La dynamique des départements français, in Carré D. et Levratto N. (Eds.) *Les performances des territoires*, Paris, Éditions Le Manuscrit
- CAVES R. E. (2007). In praise of the Old I.O., *International Journal of Industrial Organization*, 25(1): 1-12.
- CHENG S. (2001) Business cycle, industrial composition, or regional advantage? A decomposition analysis of new firm formation in the United States, *Annals of Regional Science*, 47(1): 147-167.
- COMBES PH, DURANTON G., GOBILLON L., PUGA D., ROUX S. (2009). The productivity advantages of large cities: distinguishing agglomeration from firm selection, *WP*, Crest, février.
- DEJARDIN M. (2011). La création d'entreprises et ses rapports au territoire, *CJRS (online)/RCSR (en ligne)* 33, n° spécial : 59-72

- DINC M., HAYNES K. (2005). Productivity, international trade and reference area interactions in shift-share analysis : some operational notes, *Growth and Change*, 36(3), pp 374-394.
- DISSART J-C., AUBERT F., LEPICIER D. (2011). Analyzing the Distribution of Population-Based Employment in France, *Regional Studies*, 1. doi:10.1080/00343404.2011.559218.
- DOERINGER P., TERKLA D., TOPAKIAN, G. (1987). *Invisible factors in local economic development*, Oxford University Press
- DREIER P., MOLLENKOPF J., SWANSTROM T. (2001). *Place Matters, Metropolitics for the Twenty-first Century*, University Press of Kansas.
- DUNN E.S. (1960). A statistical and analytical technique for regional analysis, *Papers of Regional Science Association*, 6:97–112.
- ETTLINGER M., GORDON K. (2007). *The importance and promise of American manufacturing*, Center for American Progress, 42 p
- FOTOPOULOS G, SPENCE N (2001). Regional variations of firm births, deaths and growth patterns in the UK, 1980–1991. *Growth Change*, 32(2): 151–173
- FRANKLIN R, PLANE D (2004). A shift-share method for the analysis of regional fertility change: An application to the decline of childbearing in Italy, 1952–1991, *Geographical Analysis*, 36(1):1-20.
- FRIEDHOFT A., WIAL H., WOLMAN H. (2010). *The consequences of metropolitan manufacturing decline*, rapport Brookings Institution, 27 p.
- FRITSCH M. (2011). *New business formation and régional developpement – a Survey and assessment of the evidence*, Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung Discussion Paper, n°1127, may.
- GAIGNE C., PIGUET V., SCHMITT B., 2005, Evolution récente de l’emploi industriel dans les territoires ruraux et urbains : une analyse structurelle-géographique sur données françaises, *Revue d’Economie Régionale et Urbaine*, I, 3-30
- GARAVAGLIA C. BRESCHI S. (2009). The co-evolution of entrepreneurship and clusters Growth and Innovation of Competitive Regions; in Fratesi U. et Senn, L. (Eds.) *Growth and Innovation of Competitive Regions*, Berlin, Springer: 95-116.
- GAROFOLI G. (1994). New Firm Formation and Regional Development: The Italian Case, *Regional Studies*, 28(4): 381-393.
- GILLI F. (2005). Les statistiques astigmatiques et la recomposition de la géographie francilienne, *Cybergeo : European Journal of Geography* , article 324, mis en ligne le 09 novembre 2005.
- GUESNIER B. (1994). Regional variation in new firm formation in France, *Regional Studies*, 28(4): 347-358.
- HAYNES K, DINC M (1997). Productivity change in manufacturing regions: a multifactor/shift-share approach, *Growth Change*, 28(2): 201–221
- HECQUET V., (2003). Les structures productives des régions : spécialisation de l’Ile-de-France, convergence accrue des autres régions, Insee, *document de travail*.
- HILICO C., POULOS D. (2004). Les départements métropolitains : similitudes et oppositions socio-économiques, *Insee Première*, n°943, janvier.
- INSEE (2000). *L’économie française*, Edition 2000-2001, Paris
- JACOBS J. (1969). *The Economy of Cities*, Vintage, New York.
- JAYET H. (1993). *Analyse spatiale quantitative*, Paris, Economica.
- JOFRE-MONSENY J., MARIN-LOPEZ R., VILADECANS-MARSAL E. (2011). The mechanisms of agglomeration : evidence from the effect of inter-industry relations on the location of new firms, *Journal of Urban Economics*, 70: 61-74.

- JOHNSON P (2004). Differences in regional firm formation rates: a decomposition analysis, *Entrepreneurship theory and practice*, 28(5): 431-445
- JOHNSON P. (1983). A note on new manufacturing firms in the UK regions. *Scottish Journal of Political Economy*, 30(1):75-79.
- JOHNSON P., PARKER S. (1996). Spatial variations in the determinants and effects of firm births and deaths, *Regional Studies*, 30(7), 679–688.
- KEEBLE D., Walker, S. (1994). New Firms, Small Firms and Dead Firms: Spatial Patterns and Determinants in the United Kingdom *Regional Studies*, 28(4):411-427.
- KEEBLE D., WALKER, S., ROBSON, M. (1993). *New firm formation and small business growth in the United Kingdom: spatial and temporal variations and determinants*, Research Series Department of Employment, 15, London.
- KIBLER E. (2012) Formation of entrepreneurial intentions in a regional context, *Entrepreneurship & Regional Development*, 0(0): 1-31 (<http://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1080/08985626.2012.721008>)
- KRUGMAN P. (1991). *Geography and trade*, Cambridge, MA, MIT Press.
- LAMARCHE R.H., SRINATH K.P., RAY D.M. (2003). Correct partitioning of regional growth rates: improvements in shift-share theory, *Canadian Journal of Regional Science*, XXVI(1): 121–141.
- LASCH F., LE ROY F., YAMI S. (2005). L'influence de l'environnement socio-économique sur la création d'entreprises dans le secteur TIC : le cas de la France, *Revue Finance Contrôle Stratégie*, 8(1): 73-107.
- LAUKKANEN M., NIITTYKANGAS, H. (2003). Local developers as virtual entrepreneurs - do difficult surroundings need initiating interventions?. *Entrepreneurship & Regional Development*, 15(4), 309-331.
- MARKMAN G. D., BALKIN, D. B., BARON, R. A. (2002). Inventors and new venture formation: The effects of general self-efficacy and regretful thinking, *Entrepreneurship Theory and Practice* , 27(2): 149 –166.
- MARKMAN, G.D., PHILLIP, H.P, BALKIN, D.B., GIANODIS, P.T. (2005). Entrepreneurship and university-based technology transfer, *Journal of Business Venturing*, 20(2), 241-263.
- MARTIN P., MAYER T., MAYNERIE F. (2010). Spatial concentration and plant-level productivity in France, *Journal of Urban Economics*, 69(2): 182-195.
- MUELLER P., VAN STEL A. J., STOREY D. J. (2008). The effects of new firm formation on regional development over time: The case of Great Britain, *Small Business Economics*, 30(1): 59-71.
- OCDE (1998). *Stimuler l'Esprit d'Entreprise*, Paris, France.
- PACI R., USAI S. (2008). Agglomération économies, spatial dependence and local industry growth, *Revue d'Économie Industrielle*, N°123, 3<sup>ème</sup> trimestre, pp 87-109.
- PLANE D. (1987). The geographic components of change in a migration system, *Geographical Analysis*, 19(4): 283–299.
- REDOR P. (2010). Les régions françaises : entre diversité et similitudes, *La France et ses régions*, Insee.
- REYNOLDS P.D., STOREY, D.J. (Eds.) (1993). *Local and regional characteristics affecting small business formation: a cross national comparison*, OECD, Paris.
- REYNOLDS P., STOREY D.J., WESTHEAD P. (1994). Cross-national comparisons of the variation in new firm formation rates, *Regional Studies*, 28(4): 443-456.
- ROUSSEAU M. (2004). Renforcer la petite industrie et le tissu économique, in M. Rousseau, *Management local et réseaux d'entreprises*, Paris, Economica.
- SALAS R. (2007). A la recherche de principes novateurs pour l'action publique, *Formation Emploi*, 98(1), 5-8

- SCHERER F.M. (1970). *Industrial market structure and economic performance*, Rand Mac Nally.
- SCITOVSKY T. (1954). Two concepts of external economies, *Journal of Political Economy*, 62(2): 143-151.
- SÉRI P. (2003). Learning pathologies in losing areas: towards a definition of the cognitive obstacles to local development, in Brenner et Fornalh (Eds.) *Networks and institutions in regional innovation systems*, Cheltenham, Edward Elgar.
- SIMON C. (2004). Industrial réallocation across US cities, 1977-1997, *Journal of Urban Economics*, 56(1): 119 – 143.
- STEEL A. (van), STOREY, D. (2004). The Link between Firm Births and Job Creation: Is there a Upas Tree Effect?, *Regional Studies*, 38(8): 893-909.
- STIMSON R, STOUGH R, ROBERTS B (2006). *Regional economic development: analysis and planning strategy*, Berlin, Springer.
- THURIK R., CARREE M.A., VAN STELL A., AUDRETSCH D.B. (2008) Does self-employment reduce unemployment?, *Journal of Business Venturing*, 23(6): 673-686.
- WRIGHT R. (1996). Immigrants and the changing racial/ethnic division of labor in New York city, 1970–1990, *Urban Geography*, 17(4): 317–353.